

SEINE-SAINT-DENIS

le magazine

N°07 | NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2023

SEINESAINTDENIS.FR



Handicap : *le compte n'y est pas !*

LE DOSSIER À LIRE EN PAGE 11

**Espace public :
transformation en cours**

SUR LE TERRAIN À LIRE EN PAGE 18

**Les 40 ans de la Marche
pour l'égalité**

NOTRE HISTOIRE À LIRE EN PAGE 28

Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
a le plaisir de vous offrir cette entrée gratuite*

Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis 29 nov. – 4 déc.



© billetterie 2023 avec Albertine - Ne peut être vendu / ne pas être jeté sur la voie publique.



2023 PARIS MONTREUIL EXPO
BILLETS, PROGRAMME, TÉLÉ SUR slpjplus.fr

* Valable pour 1 visite / 1 personne.
Cette invitation est à découper et à présenter aux entrées
situées rue Étienne Marcel : Portes A et B, sans passer par les caisses.
Toutes sorties est définitive.
Paris Montreuil Expo – 128, rue de Paris à Montreuil

À VOIR SUR SEINESAINTDENIS.FR/ACTUALITÉ



**Un concert rap 100%
Seine-Saint-Denis !**

→ | ssd.fr/actu8952



**Les collégien-ne-s
d'Épinay ont fait vibrer
le Stade de France !**

→ | ssd.fr/actu8198



**L'héritage des
Jeux paralympiques
est en route**

→ | ssd.fr/job?p=1750



L'ACTU
**L'Observatoire
toujours en
pointe**
À LIRE PAGE 06

SUR LE TERRAIN
**Fait tout...
surtout du lien
social !**
À LIRE PAGE 20

**DÉCOUVRIR
Ladj Ly,
cinéaste sans
concession**
À LIRE PAGE 22

ERRATUM POUR LE MAGAZINE D'OCTOBRE 2023. Sur une photo page 29, aux côtés de Serge Klarsfeld et du rescapé Henri Zajdenwergier, il s'agissait bien de **Beate Klarsfeld** et non de Ginette Kolinka, lors de l'inauguration du Mémorial de la gare de Bobigny en juillet dernier. **Toutes nos excuses à mesdames Klarsfeld et Kolinka pour cette erreur malencontreuse.**

seine-saint-denis le magazine Le magazine d'information du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis | N°07 | NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2023 | CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS 93006 BOBIGNY CEDEX | **Directeur de la rédaction** | Olivier Cessot | **Rédactrice en chef** | Marjorie Faucompré 01 43 93 94 26 mfaucomp@seinesaintdenis.fr | **Rédaction** | Isabelle Lopez 01 43 93 94 19 ilopez@seinesaintdenis.fr | Georges Makowski 01 43 93 94 69 gmakowski@seinesaintdenis.fr | **Christophe Lehoussé** 01 43 93 94 37 [clehouss@seinesaintdenis.fr | **Carine Arassus** 01 43 93 94 53 \[carassus@seinesaintdenis.fr\]\(mailto:carassus@seinesaintdenis.fr\) | **Sandrine Bordet** 01 43 93 82 25 \[sbordet@seinesaintdenis.fr\]\(mailto:sbordet@seinesaintdenis.fr\) | **Ont collaboré à ce numéro** | Stéphanie Coye, Frédéric Haxo | **Photo de couverture** | Bruno Lévy | **Rédactrice photo** | Valérie Melle | **Direction artistique et maquette** | Médiris, Antoine Massari | **Secrétariat de rédaction** | Sandrine Bordet, Médiris | **Credits photo** | Africolor, Valérie Macon/AFP, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis \(cotes 97F1/832128 B5, 97F1/832027 C7, 83F1\) R. Aouar, Cinébanlieue, E.Garault, O.Kibuuka, N. Moulard, P.Lecomte, B.Lévy, J.Piot, F.Rondot, SERHEP, SIPA, Ville des Lilas. | **Impression** | La Maison des Impressions | **Distribution** | Adrexo | **Tirage** | 670 000 exemplaires | **N° ISSN** | 1969-9727 | **Directeur de la publication** | Stéphane Troussel, président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis | \[www.seinesaintdenis.fr\]\(http://www.seinesaintdenis.fr\) | Imprimé sur du papier sans chlore. | Pour toutes réclamations concernant la diffusion du magazine, écrivez à : \[milee122_qualite_po@milee.fr\]\(mailto:milee122_qualite_po@milee.fr\)](mailto:clehouss@seinesaintdenis.fr)



Sur les rails

① Soudure de rail du prolongement de tramway T1 à Romainville le 18 octobre. Cet événement a eu lieu en présence de Stéphane Troussel, Corentin Duprey, vice-président chargé des mobilités durables et du développement du territoire, Belaïde Bedreddine, vice-président chargé de l'écologie urbaine, Geoffrey Carvalhinho, conseiller régional d'Île-de-France, Patrice Bessac, maire de Montreuil, François Dechy, maire de Romainville, Olivier Sarrabeyrouse, maire de Noisy-le-Sec notamment. La mise en service de la tranche 1 jusqu'à Montreuil est attendue fin 2026/début 2027.



Passion rugby

② La première pierre du centre d'innovation des rugbys d'Île-de-France - Seine-Saint-Denis a été posée le 16 octobre au Stade Raoul-Montbrand à Pantin. À cette occasion, Florian Grill, président de la Fédération française de rugby, était présent aux côtés des rugbymen/rugbywomen en herbe du club du Rugby Olympique de Pantin.



100% cool!

③ Le 8 octobre, le hip-hop était à l'honneur au Point Fort d'Aubervilliers lors du grand concert 100 % Rap 93! Proposé dans le cadre de la Biennale interculturelle Multitude, cet événement gratuit autour de la culture hip-hop a ravi fans ou novices grâce aux ateliers et artistes programmé-e-s.



La Ferme du Cœur

④ Cette ferme maraîchère est située au centre de Drancy et propose des manifestations autour de l'alimentation et de l'écologie urbaine. Tiers-lieu favorisant l'inclusion de tou-te-s dans le quartier, soutenu par le Département, il fut inauguré le 11 octobre par, notamment, Stéphane Blanchet, vice-président chargé de l'autonomie.

Hommage

⑤ Dans les villes de Seine-Saint-Denis, une minute de silence a été observée en hommage au professeur, Dominique Bernard, victime d'un acte terroriste. Comme ici aux Lilas, avec Daniel Guiraud, vice-président.



CULTURE

Pour le hip-hop, ils et elles développent

Le 19 octobre, le Département a voté un Plan d'accompagnement et de promotion du hip-hop. L'objectif : développer encore les cultures urbaines qui ont pour partie éclos en Seine-Saint-Denis à leur arrivée des États-Unis.

« Dans notre camion scratch, on essaie de valoriser au maximum les disciplines du hip-hop. Ça va du rap au beatbox, en passant par le graff. Donc un plan d'accompagnement hip-hop est le bienvenu, car on est toujours à la recherche de soutiens pour monter des projets. »

Ce 8 octobre, l'affluence est forte autour du Camion scratch et paraprod. Ce studio itinérant créé par Antoine Villey fait partie des animations en marge du concert 100 % rap made in 93 monté par le Département au Point Fort d'Aubervilliers dans la continuité de la biennale Multitude. Un concert qui peut être considéré comme l'une des premières manifestations du Plan hip-hop voté par le Département le 19 octobre. Son objectif : affirmer le savoir-faire en matière de cultures hip-hop du 93 comme une des identités fortes du territoire. 40 ans en effet que le 93 a embrassé la culture hip-hop, avec des pionniers en France qui s'appelaient Aktuel Force ou NTM. Depuis, le mouvement s'est encore étoffé, se mélangeant avec d'autres influences, jusqu'au point de conquérir aussi les JO, avec pour la première fois, des épreuves de breaking à Paris 2024. Présenté le 12 septembre à certains acteurs

et actrices de la scène hip-hop du 93, ce plan se propose d'accompagner les talents des différentes générations du département, d'augmenter le nombre d'ateliers hip-hop dans les collèges ou dans le champ social et prévoit aussi un volet mémoire, qui reviendrait sur l'aventure du hip-hop en Seine-Saint-Denis. ● CHRISTOPHE LEHOUSSE

Stéphane Troussel, président du Département, Karim Bouamrane, vice-président chargé de la culture et Dominique Dellac, vice-présidente chargée du patrimoine culturel, ont présenté en septembre le Plan hip-hop aux acteurs et actrices concernés. ↓



ACTION

Féminicides : pas une de plus!

Le 14 novembre à Bobigny, l'Observatoire départemental des violences envers les femmes (ODVF 93) organisera ses 19^{es} Rencontres Femmes du monde en Seine-Saint-Denis. Pour continuer le combat contre les violences.

➔ **En 2022, 118 féminicides ont été dénombrés en France, dont 5 en Seine-Saint-Denis,** soit une victime

tous les trois jours. À ce nombre viennent se rajouter les tentatives d'assassinat, les suicides... Depuis une vingtaine d'années, avec son Observatoire départemental spécialement dédié, le Département s'est activement engagé dans la lutte contre les violences envers les femmes. Cette année le thème des Rencontres Femmes du monde en Seine-Saint-Denis est « Féminicides : pas une de plus! »

Pour combattre efficacement un adversaire, il faut le connaître. Une nouvelle enquête sur 5 ans de féminicides en Seine-Saint-Denis présentera de façon objective les faits, les circonstances de ces meurtres. Au fil des ans, l'ODVF 93 a mis en place de nombreux dispositifs innovants dédiés à l'accompagnement et à la prise en charge des femmes victimes de violences conjugales, mais aussi à la prévention de toutes les formes de violences sexistes. Le téléphone de grave danger qui permet à une femme victime de violences d'alerter immédiatement et prioritairement les forces de police, l'ordonnance de protection décidée par le juge aux affaires familiales, l'accom-

pagnement des enfants par un tiers lors des visites au père pour éviter à la mère son contact... La docteure Clémentine Rappaport, cheffe du service de pédopsychiatrie de l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay témoignera de l'indispensable nécessité de prendre en charge les enfants co-victimes des féminicides. Pour soigner leurs traumatismes, éviter qu'à l'avenir ils et elles deviennent à leur tour bourreaux ou victimes.

Travailler ensemble

Malheureusement, ces mesures et outils ne sont pas encore suffisants. Une nouvelle fois, ces Rencontres seront un lieu d'échange entre les services du Département, Éric Mathais, procureur, Peimane Ghaleh-Marzban, président du tribunal judiciaire de Bobigny, et Stéphanie Gaudry, bâtonnière de la Seine-Saint-Denis pour améliorer encore les dispositifs existants. Et pourquoi pas en inventer de nouveaux ? Car comme en témoignera Reem Alsalem, rapporteure spéciale sur les violences contre les femmes et les filles à l'ONU : ce fléau est mondial et la Seine-Saint-Denis est déterminée à contribuer à le faire reculer. ● GEORGES MAKOWSKI

↑ Le 25 novembre c'est la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Des manifestations sont organisées, comme le rassemblement #NousToutes à Paris. Depuis 19 ans, le Département de la Seine-Saint-Denis est engagé dans ce combat.

POUR EN SAVOIR PLUS

➔ | seinesaintdenis.fr/L-Observatoire-departemental-des-violences-envers-les-femmes



SI VOUS ÊTES VICTIME DE VIOLENCES

Téléphone en cas de violences : 3919

EN CHIFFRES

200



200 métiers s'exercent au Département. Venez les découvrir ainsi que nos offres d'emploi, 200 postes à pourvoir, sur notre nouvel espace seinesaintdenis.fr/Espace-emploi. En ligne également des infos sur des événements, des vidéos métiers etc.



L'INFO

Protéger les dents des plus fragiles

Le Département relance son bus itinérant pour des soins dentaires gratuits, en partenariat avec l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, l'Éducation nationale, la CPAM et l'Ordre des chirurgiens-dentistes. Le « buccobus » propose des activités de dépistage et de soins auprès de différents publics...



➔ | Découvrez notre vidéo sur le sujet.



3 QUESTIONS À... KAREN SADLIER

Violences dans le couple, les enfants aussi sont victimes

La psychologue Karen Sadlier vient de rédiger un nouveau fascicule *Les Mots pour le dire*, un outil à destination des professionnel-le-s pour venir en aide aux enfants co-victimes de violences dans le couple.

Quel est le but de ce nouvel opus de *Les mots pour le dire*?

Le but est d'aider les professionnel-le-s à comprendre l'impact des violences dans le couple sur les enfants et à avoir des outils pratiques qu'ils ou elles peuvent utiliser pour accompagner les enfants et aborder ces sujets difficiles. Par exemple, il comporte des activités ludiques à faire avec les enfants et les parents victimes.

Que peuvent faire les professionnel-le-s pour mieux accompagner les enfants co-victimes de violences conjugales?

D'abord comprendre que les enfants sont victimes dans le plein sens du terme, et comprendre aussi que le parent agresseur est un parent en difficulté, que même si le couple est séparé, les violences ne s'arrêtent pas.

Elles vont souvent continuer autour de toutes les questions concernant la parentalité et l'éducation de l'enfant. Donc l'enfant se sent souvent très coupable, au milieu de ses deux parents.

Auriez-vous un souhait à formuler pour une politique publique en faveur des enfants co-victimes de violences conjugales?

Oui, à minima une suspension provisoire de l'autorité parentale et ensuite on se donne le temps d'examiner si le parent est ou non en capacité de l'exercer. Beaucoup d'enfants présentent une souffrance post-traumatique, qui implique des soins spécialisés. L'auteur des violences, qui est souvent dans le déni de ces violences, peut s'opposer au suivi de l'enfant. La suspension provisoire permet au moins à l'enfant d'accéder à des soins. ● G.M.

↑ Karen Sadlier est docteure en psychologie clinique et psychopathologique, directrice du département Enfant de l'Institut de victimologie (Paris). Elle collabore depuis de nombreuses années avec l'Observatoire départemental des violences envers les femmes, en rédigeant notamment la série d'outils *Les mots pour le dire*.

L'INFO

Mois des métiers

Jusqu'au 8 décembre, le Département est partenaire du Mois des métiers avec une série d'initiatives destinées aux allocataires du RSA ou aux personnes en recherche d'emploi. Exemples d'actions prévues pour faire découvrir les métiers et les formations: Rencontres du transport et de la logistique (16 novembre), Rencontres Seine-Saint-Denis @ NUMERIK (28 novembre), des visites du chantier Cycle Terre à Sevran (4 décembre), des ateliers de codage...

→ Toute la programmation ici: formation-rsa.seinesaintdenis.fr (rubrique agenda)

L'INFO

Agir pour sa santé et celle des autres

Vous êtes majeur-e? Devenez ambassadeur ou ambassadrice en santé en Seine-Saint-Denis! Le Département et la



Fondation BNP Paribas lancent la 4^e promo de l'Académie populaire de la santé. Au programme, un an de formation, de janvier

à décembre 2024 pour notamment apprendre des techniques pédagogiques et organiser ou participer à des actions de sensibilisation pour les habitant-e-s.

→ Inscription jusqu'au 3 décembre via le formulaire sur ssd.fr/16813 ou par tél au 01 43 93 40 13 | 01 43 93 45 61.

ATTRACTIVITÉ

L'excellence de notre artisanat en pleine lumière

➔ Vous travaillez dans l'artisanat dans notre département? Le Label «Artisan du Tourisme» peut vous concerner! Avec près de 50 000 entreprises d'artisanat, la Seine-Saint-Denis regorge de talents. Ce label est une occasion de les mettre en avant et de les faire découvrir aux touristes venu-e-s des quatre coins du monde à l'occasion des Jeux de Paris 2024. Mais pas seulement. Il s'agit aussi de valoriser nos artisans auprès des habitant-e-s sur le long terme, en mettant en avant des produits uniques issus de leurs savoir-faire exceptionnels. Comment obtenir ce label? Les catégories éligibles sont les métiers d'art et de création et tous les métiers de bouche et de la restauration. Voici les principaux critères: avoir l'esprit innovant et créatif de l'artisan-e, originalité de l'entreprise, promotion de produits locaux, qualité de l'accueil



des client-e-s et activités proposées (ateliers, démonstrations). Créé par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Île-de-France - Seine-Saint-Denis, en partenariat avec le Département et Seine-Saint-Denis Tourisme, le label est disponible dès maintenant. ● S.B.

→ Intéressé-e? Plus d'infos par email via artisanadutourisme93@ema-idf.fr ou en téléchargeant le dossier sur le site ema93.fr



EN IMAGE



Oum Kalthoum pour nom

Après un vote, les élèves ont choisi l'artiste Oum Kalthoum pour baptiser leur collège à Montreuil rénové après 3 ans de travaux dans le cadre du Plan Éco-collège du Département. Le 2 octobre, il a été inauguré aux côtés de Stéphane Troussel, président du Département, par Tessa Chaumillon, conseillère départementale, Patrice Bessac, maire de Montreuil, Nicolas Robert, chef d'établissement, Julie Benetti, rectrice de l'Académie de Créteil, Belaïde Bedreddine, vice-président chargé de l'écologie urbaine, Antoine Chaleix, directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale, entre autres.



VACCINATION

Bien protégé·e·s contre les cancers HPV*

Sous le pilotage de l'ARS, le Département participe à la campagne de vaccination des élèves de 5^e contre les papillomavirus.

➔ Reportage auprès des adolescent·e·s du collège Dora-Maar à Saint-Denis.

« Ma mère m'a conseillé de le faire, c'est gratuit et ça permet de ne pas avoir de maladies graves plus tard » confie Éthan, 12 ans, qui attend à proximité de l'espace de vaccination. Quelques minutes plus tard, il est appelé pour l'injection du sérum qui le protégera des risques de cancers anaux, de la sphère ORL ou du pénis.

« Les collégien·ne·s connaissent mal les dangers des papillomavirus, qui se transmettent facilement lors des relations sexuelles malgré l'emploi d'un préservatif » annonce une infirmière. « Avec ma collègue, nous leur expliquons l'importance de la vaccination qui empêche 90 % des infections à l'origine des cancers. »

Comme ses camarades, le jeune homme bénéficiera d'une seconde injection au sein de son établissement dans les six prochains mois. « Dans les prochains mois, nos équipes mobiles

constituées de professionnel·le·s libéraux·e·s, des centres municipaux de santé et des communautés professionnelles territoriales de santé (CTPS) vont vacciner les élèves volontaires de 5^e des 130 collèges publics du département, et des collèges privés engagés dans ce projet » explique Hadhoum Kabir, cheffe du service départemental de la prévention et des actions sanitaires. « Les parents qui changeront d'avis pourront toujours faire vacciner leur enfant auprès de leur médecin, ou en se renseignant auprès des Centres départementaux de prévention santé (CDPS) ou les CeGGID du territoire. » ● C. A.

*Cancers liés aux infections à papillomavirus (ou HPV en anglais)

À VOIR

➔ Notre vidéo au collège Dora-Maar de Saint-Ouen/Saint-Denis



L'AVIS



Magalie Thibault

Vice-présidente chargée des solidarités et de la santé

Le Département a lancé début octobre, une campagne pour encourager la vaccination contre le papillomavirus (HPV), responsable de plusieurs formes de cancers. Pour protéger nos adolescent·e·s, nous participons à la campagne nationale en mettant à disposition des collèges, une équipe mobile du service de la prévention et des actions sanitaires du Département. Cela permet de piloter et organiser la vaccination à destination des élèves de 11 à 14 ans. Cette démarche est essentielle pour faciliter l'accès au vaccin et protéger nos enfants de maladies dont ils pourraient être victime.

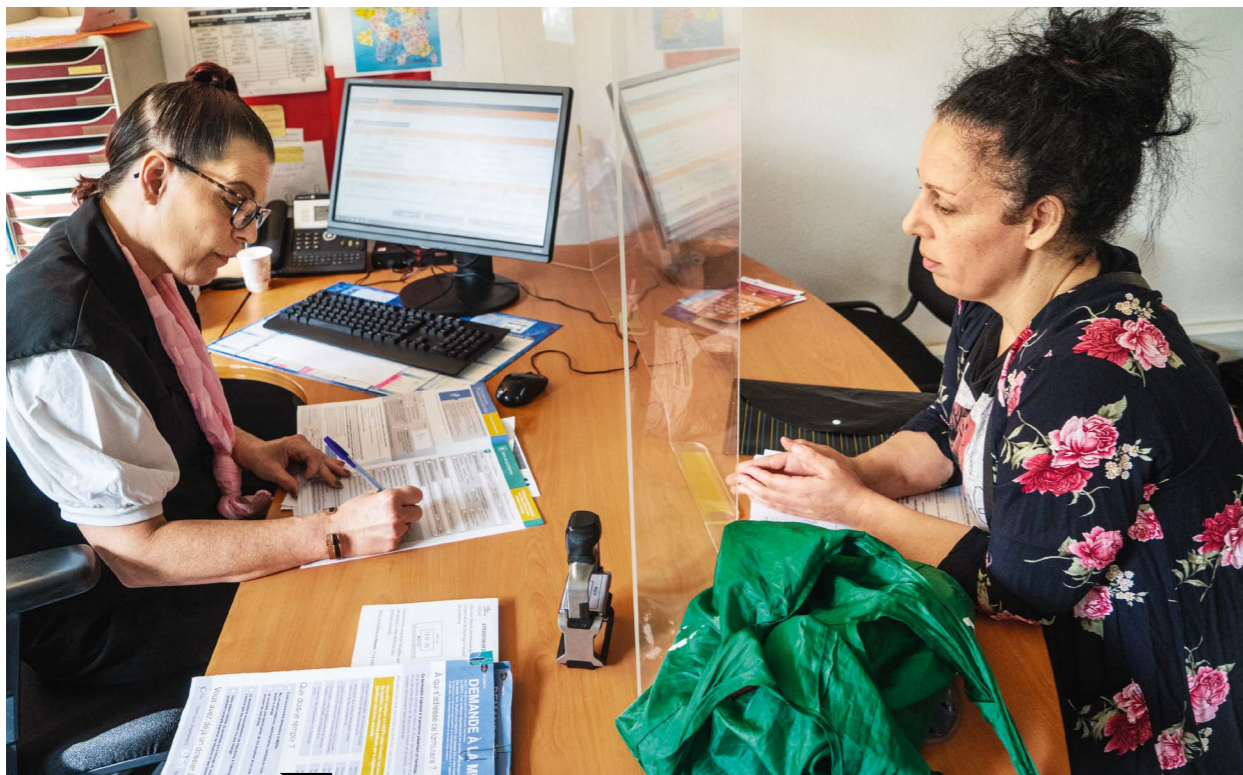


Handicap:

Pour un plan de rattrapage

Réductions des délais de réponse pour la prise en charge du handicap, financements de solutions de prise en charge : le Département est en première ligne sur la question du handicap. Mais il dénonce en même temps un manque de moyens criant.

DOSSIER RÉALISÉ PAR CHRISTOPHE LEHOUSSE | PHOTOGRAPHIES BRUNO LÉVY, PATRICIA LECOMTE



↑ EN IMAGE

Laëtitia Laplanche, agente d'accueil à la MDPH 93 de Bobigny, reçoit une dame venue faire renouveler sa reconnaissance de travailleuse handicapée.

A l'heure de partir du bureau de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) à Bobigny, Mohamed sort plus serein qu'il n'y est entré. Victime d'un grave accident de moto en 2013 qui a failli le laisser paraplégique, ce quadragénaire a pris rendez-vous avec Laëtitia Laplanche, une agente d'accueil, pour remplir pour la première fois une demande de Prestation de compensation du handicap (PCH). « *Obtenir une aide à domicile permettrait notamment à ma femme de souffler, que je sois moins à sa charge* », confie cet habitant de Saint-Denis qui apprécie de recevoir de l'aide dans un parcours qui n'est pas toujours évident. « *Ça permet d'être sûr d'avoir un dossier complet, auquel il ne manque rien* », poursuit-il, l'air soulagé. Ce dépôt de dossier est déterminant puisque c'est de lui que dépend ensuite l'ouverture de droits pour des compensations financières ou des prises en charge en établissement. Et pour 39 865 dossiers déposés en 2022, ils et elles ne sont pas trop de 180 agent-e-s, à la MDPH 93, pour s'assurer que les délais soient acceptables, dans des situations qui suscitent souvent stress et angoisse. Grâce à une réorganisation importante en 2022, la MDPH a réussi à rattraper le retard

accumulé pendant plusieurs années : il faut désormais compter 5 mois en moyenne pour une réponse sur demande d'Allocation Adulte Handicapé (AAH). Plus complexe, une demande de PCH (qui finance par exemple une aide à domicile ou l'aménagement du logement) peut prendre plus de temps. Les formes d'accès aussi se sont démultipliées : physique, à travers les permanences d'accueil de Montreuil et Saint-Denis, ou dématérialisée grâce au site *mdphen.ligne.ensa.fr/mdph/93* sur lequel il est désormais possible de déposer son dossier en intégralité.

« On essaie au maximum de développer des solutions de répit. »

Renforcer le soutien aux aidant-e-s

Porte d'entrée dans le parcours du handicap, le Département s'efforce aussi de renforcer le soutien aux aidant-e-s, ces proches de personnes handicapées ou en perte d'autonomie qu'on estime en Seine-Saint-Denis à 335 000. Des proches qui souvent sont en situation d'épuisement ou d'isolement du fait de leur charge physique et mentale. « *On essaie au maximum de développer des solutions de répit, en travaillant par exemple avec des services d'aide à domicile ou en déployant de l'hébergement temporaire dans les établissements pour personnes âgées ou pour personnes en situation de handicap* », détaille Isma Zalambani, coordinatrice →

→ du pôle bienveillance, aidant-e-s et lien social au Département.

Besoin d'un plan de rattrapage ambitieux

Pour autant, dans ce combat, la Seine-Saint-Denis se sent bien seule. En mars, son président Stéphane Troussel avait appelé à un plan de rattrapage pour la prise en charge du handicap. « *La Seine-Saint-Denis est le territoire le plus sous-doté de métropole en établissements sociaux et médico-sociaux. 6 700 enfants et 2 500 adultes sont ici sans solution adaptée. Le Département a donc besoin d'un plan de rattrapage ambitieux* » a-t-il encore répété aux Rencontres de l'autonomie, tenues à Bobigny en septembre 2023. ●

ET VOUS ? VOUS EN PENSEZ QUOI ?



CYNTHIA PASTOR, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION AISSEA 93 À AULNAY (SOURD-E-S ET MALENTENDANT-E-S)

« *J'ai fondé Aissea en 2021 pour défendre les droits des personnes sourdes et malentendantes. Nous rencontrons des difficultés dans beaucoup de services publics, où il n'y a souvent aucune accessibilité. Il faudrait avoir plus d'interprètes ou de relais téléphoniques en langue des signes française, notamment dans le travail, dans les commissariats, chez le médecin ou à la banque.* »



LAËTITIA LAPLANCHE, AGENTE D'ACCUEIL À LA MAISON DÉPARTEMENTALE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH 93) DEPUIS 2005

« *Ce que j'aime dans mon métier, c'est la relation. Je ne perds jamais de vue l'humain ni le fait que le handicap peut frapper tout le monde. Bien accueillir et écouter ne va pas régler leurs problèmes, mais c'est déjà un peu de chaleur dans un monde qui n'est pas toujours très compréhensif.* »



ALEXANDRA, HABITANTE DE NOISY-LE-GRAND, MAMAN D'UN PETIT GARÇON AUTISTE DE 9 ANS

« *Notre plus grand besoin se situe sans doute sur les AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap). Maël a la chance d'en avoir une depuis son CE2. Mais l'année prochaine, à son entrée en 6e, l'incertitude va recommencer. Elles ne sont payées que sur 15 heures donc au collège on va privilégier les matières fondamentales comme le français ou les maths. Mais comme ces heures ne se suivent pas forcément, elles ont des emplois du temps impossibles...* »

3 QUESTIONS À STÉPHANE TROUSSEL

PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PROPOS RECUEILLIS PAR MARJORIE FAUCOMPRÉ



Notre MDPH s'occupe d'évaluer et de notifier leurs droits aux personnes porteuses de handicap, quelles sont les évolutions prévues ?

Je veux d'abord réaffirmer que notre priorité absolue c'est l'amélioration de la relation entre la MDPH et les usager-ère-s. Avec au premier plan, la réduction des délais de traitement des dossiers qui était une promesse de campagne. Un travail considérable a été réalisé par les équipes pour rattraper un retard lié aux difficultés de recrutement et à l'augmentation significative de dossiers déposés. D'ici fin 2023, les délais de traitement seront en dessous de 4 mois. Parallèlement, nous améliorons aussi la qualité de la réponse apportée en proposant le téléservice mais aussi en déployant des permanences autonomie apportant une réponse de proximité. Tout cela optimise l'accès aux droits des personnes porteuses de handicap.

Vous avez mené un plaidoyer auprès de l'État pour un plan de rattrapage handicap. Pourquoi et quelles suites ont été données à votre action ?

En marge de la Conférence nationale du handicap d'avril 2023, j'ai souhaité, avec Stéphane Blanchet, vice-

président chargé de l'autonomie, interpellé le gouvernement sur la situation de la Seine-Saint-Denis, territoire sous-doté pour la prise en charge du handicap. Cette carence engendre en effet de graves difficultés pour les habitant-e-s avec notamment des enfants déscolarisés et des familles désseparées. Nous avons réclamé 5 000 places pour le département. Nous attendons des réponses et j'ai demandé aux villes de se tenir prêtes à proposer des terrains susceptibles d'accueillir des établissements pour ouvrir des places.

Les besoins dans ce secteur sont immenses, quelles sont les priorités ?

Le Département et les communes sont d'ores et déjà en ordre de marche pour réfléchir à la mise en place de nouvelles solutions en particulier d'hébergements qui puissent s'adapter aux personnes et à leurs besoins. Compte tenu de l'état des lieux de l'offre en Seine-Saint-Denis, il nous semble primordial, de développer l'offre médico-sociale à destination des personnes ayant des troubles autistiques, des personnes handicapées vieillissantes ainsi qu'une offre renforcée en santé mentale notamment pour les jeunes.

« Pour le département, nous réclamons 5 000 places. »



↑ Aziz Bellazouz, habitant de Sevrans, accueille depuis février Alexis, 21 ans, en situation de handicap. Cet accueil familial doit permettre une prise en charge plus individualisée.

ZOOM

Un accueil familial développé sur la question du handicap

« Être chez M. Bellazouz, ça m'apporte de la confiance. Je sais que sur certaines questions du quotidien comme le ménage, les courses, je vais pouvoir lui demander conseil. » Depuis février, Alexis, 21 ans, vit chez Aziz Bellazouz à Sevrans. Il y a 10 mois, ce jeune homme, en situation de handicap, a donc emménagé chez cet accueillant familial, agréé par le Département. Et comme ce dernier aime de son côté « partager, donner de son temps », les deux y trouvent leur compte. « Je me sens plus à l'aise que quand je vivais seul dans un appartement à Tremblay », témoigne le jeune homme, qui exerce un emploi adapté à l'aéroport de Roissy. Comme Alexis et Aziz Bellazouz, ils et elles sont une trentaine de binômes accueillant-e-s-accueilli-e-s dans le département, qui essaie de développer ce mode d'accueil. « C'est un mode d'accueil vraiment intéressant car il est pleinement adapté pour des personnes à qui un placement en établissement ne conviendrait pas, mais qui ne peuvent pas non plus vivre seules. Pour certaines d'entre elles, elles vont y faire leur vie, pour d'autres, c'est une très bonne solution de transition, le temps qu'elles acquièrent certains réflexes de vie », généralisent Christelle Gallo, Olivier Royer et Nora Daoudi, du service offre médico-sociale du Département.

ON VOUS EXPLIQUE

La situation et le plan de rattrapage préconisé.

6 700 enfants
2 500 adultes

sont actuellement sans solution adaptée en Seine-Saint-Denis dont 2 000 enfants en attente d'une place en institut médico-éducatif ; une situation qui conduit dans 4 cas sur 5 à la déscolarisation totale ou partielle de l'enfant.

900 enfants porteurs ou porteuses de handicap
(10 % des enfants placé-e-s) sont aujourd'hui accueilli-e-s à l'Aide sociale à l'enfance de Seine-Saint-Denis.

Le Département appelle l'État à un plan d'urgence pluriannuel en Seine-Saint-Denis pour créer

2 200 places d'établissements et services pour les enfants

2 800 solutions et places pour adultes

et se tient prêt à apporter un cofinancement.



REPORTAGE

À Noisy-le-Grand, pas à pas avec le Gapas

Depuis un an, l'établissement médicalisé de l'association Gapas à Noisy-le-Grand accueille 35 personnes autistes. Ateliers numériques, sorties culturelles sont au programme pour améliorer l'autonomie des résident-e-s.

📍 | CHRISTOPHE LEHOUSSE | 📷 | PHOTOGRAPHIES BRUNO LÉVY

↑ EN IMAGES

Au foyer Gapas de Noisy-le-Grand, 35 adultes autistes sont accompagné-e-s par 70 professionnel-le-s, comme des éducateurs et éducatrices spécialisé-e-s ou du personnel médical.

« C'est bien Claire-Héli, t'y arrives de mieux en mieux. » Penchée sur sa tablette, la jeune femme de 35 ans doit sélectionner, aidée par Dilane, l'animateur numérique, toutes les vignettes qui montrent un vêtement. Un peu plus loin dans le couloir, Kahina, l'éducatrice sportive, donne des cours de boxe à Nicolas et Renato. Ainsi va la vie du foyer de l'association Gapas à Noisy-le-Grand, qui vient de souffler sa première bougie. Flambant neuf, cet établissement médicalisé, qui accueille 35 adultes autistes, a en partie été financé par le Département et l'Agence régionale de santé Île-de-France. « Notre maître-mot, c'est l'autonomie. On va chercher à développer l'autonomie et l'inclusion de toutes les manières possibles, en nous appuyant notamment sur le numérique et des activités culturelles », détaille Saléha Achour, sa directrice. Et cette acquisition de l'autonomie se fait notamment par des journées très rythmées. Dans chacune des 5 unités de vie que compte le foyer, des emplois du temps personnal-



sés, aux pictogrammes colorés, détaillent la vie des résidents.

Pour autant, pas question de rester en permanence entre les quatre murs de l'établissement. « On attache une grande importance aux sorties, importantes à la fois pour le développement des compétences des résident-e-s », souligne Stéphanie, accompagnante éducative et sociale. Cet après-midi, toute l'unité 3 est justement en partance pour une première rencontre avec l'Emmaüs de Neuilly-sur-Marne, en vue d'un éventuel travail de bénévolat.

Pour d'autres, ce sera atelier dessin, ou jeux d'eau, puisqu'une salle au rez-de-chaussée est aménagée à cet effet. « On essaie vraiment de mettre nos résident-e-s dans les meilleures conditions pour qu'ils et elles puissent gagner en autonomie, trouver un travail en Esat ou peut-être même quitter un jour l'établissement », souligne Diana Izem. L'assistante de direction de la structure sait toutefois à quel point le département manque de places en matière de handicap. « Il y a une très forte demande et il devrait exister beaucoup plus d'établissements comme le nôtre », ponctue-t-elle devant une affiche de *Hors Normes* film de Toledano et Nakache qui avait rappelé le cruel manque de prise en charge en Seine-Saint-Denis pour les personnes autistes. ●



RECRUTER

Un forum emploi olympique

Mardi 26 septembre à la Cité du cinéma à Saint-Denis, 16 000 emplois dans de nombreux secteurs étaient proposés lors du Forum Les Jeux recrutent. Autant d'opportunités pour les habitant-e-s de Seine-Saint-Denis.

 **GEORGES MAKOWSKI**  PHOTOGRAPHIE **BRUNO LÉVY, NICOLAS MOULARD**



SAMUEL DEBENEST,
DRH ADJOINT JOP
SODEXO LIVE

« Nous avons beaucoup de postes dans le domaine du service sur lesquels il n'y a pas d'exigences techniques. Ce qui compte le plus c'est la motivation et l'envie de participer à cet événement extraordinaire. C'est aussi une formidable opportunité pour participer à l'héritage en termes d'emplois et d'employabilité des personnes qui vont nous rejoindre. »

→ Toutes les offres via emplois2024.fr

→ **La grande halle de la Cité du cinéma bruissait de 8 000 personnes venues assister au forum pour l'emploi Les Jeux recrutent.** Une petite répétition pour ce lieu qui accueillera le restaurant des athlètes lors des Jeux olympiques. Pour l'heure, les stands d'une cinquantaine d'entreprises proposent des postes dans des domaines aussi variés que le tourisme, l'hôtellerie, le recyclage, les métiers du sport, la restauration, le nettoyage, le transport et la sécurité. Tout ce qui est nécessaire pour accueillir les compétitions, les sportif-ves, les spectateur-ric-es. La dernière étude en date du Centre de droit et d'économie du sport avait chiffré à 181 000 le nombre d'emplois générés par les Jeux. Des emplois dont les pouvoirs publics espèrent bien qu'ils auront une durée de vie au-delà de l'événement et seront une part importante de l'héritage des Jeux en Seine-Saint-Denis. Déjà, sur les 3 500 bénéficiaires des clauses d'insertion négociées sur les chantiers de la Solideo (soit 10 % des heures travaillées confiées à un public éloigné de l'emploi), plus

de la moitié sont issus de Seine-Saint-Denis.

Une mine d'emplois dans la sécurité

Avec un besoin de 26 000 forces de sécurité privée pour les Jeux, ce secteur fait en effet partie de ceux qu'on dit en tension : un diplôme, le PSGE, plus court que celui habituellement requis (agent de prévention et de sécurité) a même été créé spécifiquement pour les Jeux. Une occasion de changer d'orientation professionnelle, y compris pour les femmes. Paul Duval, de la société Nouvel R Formation basée à Noisy-le-Grand, confirme que le secteur recherche notamment des femmes, et pas seulement pour les Jeux. « Chez nous, vous êtes non seulement formée, mais aussi embauchée dans la foule en CDI s'il n'y a pas de problème. Après, je ne veux pas non plus vendre du rêve : c'est un métier exigeant, qui ne gagne vraiment bien que si vous faites des heures supplémentaires. Mais c'est aussi un métier où vous pouvez évoluer facilement », détaille ce jeune employeur. ●

« VOUS NOUS RACONTEZ VOS JEUX »



Enseigner les Jeux olympiques

ALEXANDRE, PROFESSEUR D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

« Le sport est un outil intéressant pour aborder des questions géographiques et historiques. C'est l'opportunité de pouvoir repenser par le prisme ludique des thématiques géopolitiques. »



Rêve de Jeux

KAYLANN, 15 ANS, VILLEMOMBLE BASKET

« J'intègre cette année la promotion 2023 de Génération Jeux. Pour moi les Jeux olympiques c'est un rêve d'enfant. J'aimerais bien faire partie de l'équipe de France pour y participer. »



Refaire briller la France

LÉANDRE, 18 ANS, LE CERCLE 93 WATER-POLO

« Le water-polo est un des premiers sports collectifs à être devenus olympiques. Pour les Jeux, j'aimerais faire partie de l'équipe de France, et essayer de la faire briller à nouveau! »

LES JEUX DANS LES YEUX

→ Chaque semaine, vous racontez "vos" JOP 2024 en vidéo sur jopparis2024.seinesaintdenis.fr

LE CHIFFRE

5 000

C'est le nombre d'arbres qui seront plantés de mi-novembre à janvier sur le terrain des Essences à La Courneuve. Cet héritage JOP 2024, maintenant dépollué, recevra des charmes, chênes, érables champêtres, ormes, mais aussi des noisetiers, aubépines, pruneliers pour plus de biodiversité tandis que les noues, plus humides accueilleront des saules, frênes...

LA PERF

Qualifiée pour Paris 2024 !

En décrochant la médaille de bronze du championnat du monde de lutte à Belgrade, Koumba Larroque du Club Bagnolet Lutte 93 a obtenu un quota olympique pour les Jeux de Paris 2024. Déjà multiple médaillée internationale, Koumba est soutenue par le dispositif départemental Génération Jeux.



EN IMAGE RÉPUBLIQUE PARALYMPIQUE

La 2^e édition de la Journée paralympique de Paris 2024 a eu lieu dimanche 8 octobre Place de la République à Paris. La Seine-Saint-Denis était bien évidemment présente avec son kiosque JOP pour faire découvrir les projets mis en place en faveur des Jeux et de leur héritage sur notre territoire!



1

REPORTAGE

Une Seine-Saint-Denis qui respire

Adaptation au changement climatique, nouveaux modes de déplacement, égalité et inclusion, activités sportives, besoin de confort et de beauté... Le Département adapte l'espace public aux besoins d'aujourd'hui des habitant-e-s et donne un nouveau visage à notre territoire. On visite ?

📍 | **GEORGES MAKOWSKI** | 📷 | PHOTOGRAPHIES **NICOLAS MOULARD, FRANCK RONDOT**

↑ EN IMAGES

1 Un nouveau pont au-dessus de la Seine, 2 et 3 les ex-RN 2 RN 3 font désormais de la place aux vélos, piétons et à la végétation. Pratique du sport au parc de la Bergère 4 ou bancs devant le collège Evariste-Galois 5, les espaces publics deviennent des lieux de vie.

Longtemps la Seine-Saint-Denis a été comme les autres départements de la petite couronne le royaume de la voiture. Elle y régnait en maître, représentait 30 à 40 % des mobilités mais occupait 70 % de l'espace, repoussant les piétons sur un bout de trottoir, négligeant les arbres, ignorant complètement les vélos. Désormais les fameuses Routes nationales sont devenues départementales et le Département a mis en œuvre une nouvelle stratégie de l'espace public, plus en adéquation avec les aspirations des habitant-e-s.

Partager la route

Allons voir ce que cela donne au carrefour des limites, à Pantin sur la RD 933, ex-RN3. Première surprise, le tunnel qui permettait aux voitures de passer sous le carrefour et encourageait leur trafic a disparu ! Le Département

réduit ainsi l'espace dédié aux seules voitures, installe des pistes cyclables et anticipe le passage du Tzen3, ce bus dit à « haut niveau de service » qui dans sa voie dédiée reliera Les Pavillons-sous-Bois à la Porte de Pantin à l'horizon 2027.

Le tunnel a été comblé par de la terre issue des remblais de chantiers environnants. Côté Est, on mise sur la biodiversité en installant des nichoirs de toutes sortes et en laissant libre cours à la nature pour sa végétalisation. Côté Ouest, de l'engrais vert a été semé (moutarde, trèfle, sarrasin) « pour apporter de l'azote au sol et l'enrichir. Ensuite, l'association d'insertion Halage y plantera des fleurs destinées à la vente, recréant ainsi un circuit court qui n'existe plus » explique Quentin Le Palud, technicien. Marquages au sol colorés, larges espaces de circulation piétonnière, ce carrefour auparavant routier est sur le point de devenir



2



4



3



5

un espace de vie, une porte ouverte de la ville vers le canal de l'Ourcq tout proche et auparavant quasi inaccessible.

Sport et verdure

On enfourche notre vélo, et direction Bobigny via la piste de l'Ourcq, l'une des plus fréquentées d'Europe. Piste bidirectionnelle, éclairée, aux abords entretenus, elle est devenue un lien paisible entre Paris et la banlieue et participe à l'ambition du Département d'une Seine-Saint-Denis 100 % cyclable.

Elle longe le parc départemental de la Bergère, l'occasion d'une halte soit sur les bancs pour souffler un peu, soit sur les installations sportives pour s'essouffler un peu ! Car être bien en ville, c'est aussi pouvoir s'approprier les espaces publics pour pouvoir y pratiquer du sport, quels que soient son âge, son sexe, qu'on soit porteur-euse de handicap ou non.

Une ville apaisée

Cette volonté d'inclusion s'exprime aussi en améliorant l'accessibilité aux services publics départementaux, qu'ils soient sociaux ou éducatifs. Pour en juger, on continue la visite en pédalant jusqu'à Sevran. Là, dans le cadre du budget participatif, les collégien-ne-s d'Evariste-Galois ont imaginé des bancs colorés. Le Département, en accord avec la ville, les a fait réaliser par les ateliers Artagon à Pantin, a redessiné et sécurisé le parvis pour qu'il devienne un lieu de vie, si précieux pour pouvoir échanger entre copains et copines !

Pour se rendre compte de l'ampleur de la nouvelle stratégie d'espace public du Département, il faudrait visiter toutes les cours Oasis des collèges apportant fraîcheur et partage de l'espace équitable entre filles et garçons... Mais à vélo, ça commence à faire beaucoup de kilomètres ! ●

L'AVIS



Corentin Duprey

Vice-président chargé des mobilités durables et du développement du territoire

En Seine-Saint-Denis, l'espace public a longtemps été pensé sans vision d'ensemble, et en priorisant la voiture aux autres usages. En adoptant la Stratégie espace public il y a un an, nous nous sommes enfin donné les moyens de penser l'espace public de manière globale, en l'adaptant aux grands enjeux sociaux et écologiques actuels. Nous le faisons en développant la place des transports en commun, du vélo et de la marche, en végétalisant, et en rendant nos rues et nos places plus accueillantes pour tou-te-s. L'espace public de demain sera ainsi plus apaisé, plus vert, plus beau et plus inclusif.

EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE STRATEGIE

→ ssd.fr/16630





ASSOCIATION À Montreuil, **le Fait tout** pour toutes et tous...

Implanté sur les hauteurs du quartier de la Boissière depuis 2016, ce tiers-lieu dépasse largement son rôle de café associatif. Car, le Fait tout porte vraiment bien son nom.

➔ **Dans le quartier montreuillois de la Boissière, c'est un petit coin préservé du brouhaha de la ville...**

Bienvenue au Fait tout, un café associatif ouvert en 2016 sur une friche urbaine où se dresse « la » yourte centre névralgique de cette parcelle aménagée, décorée et surtout animée par l'énergie des 200 adhérent·e·s·bénévoles qui font vivre au quotidien ce tiers-lieu made in 93. « C'est l'effervescence d'un groupe d'habitant·e·s qui a progressivement porté ce lieu, retrace une « doyenne » du Fait tout. Notre projet a pris de l'ampleur à mesure qu'on a pu construire des structures en dur comme la salle d'activités bâtie en 2021 à l'occasion d'un chantier participatif. »

Bref, dans ce lieu ouvert -lauréat de l'Appel à Agir 2023 In Seine-Saint-Denis- et roi du système D, on ne s'ennuie pas entre les ateliers vélo participatifs avec l'association

Ohcyclo, des concerts, des spectacles, des activités créatives pour les plus jeunes. Et puis, le Fait tout ne porte pas pour rien le nom d'une grande marmite: sa cuisine est un bouillonnement presque permanent où on peut se restaurer une partie de la semaine avec le rendez-vous du déjeuner dominical concocté par des habitant·e·s du quartier.

Sur le menu de la semaine posé sur la terrasse chauffée par les derniers rayons de l'été indien, les réjouissances à venir sont même annoncées en rimes: «*Dimanche 8 octobre, c'est Sandrine qui cuisine! Poulet haïtien, riz et bananes plantain...*»

Relier les gens...

N'allez pas croire pour autant que le Fait tout n'est qu'un îlot de « bamboche » sur les hauteurs de la Boissière. Au contraire, le tiers-lieu multiplie les actions socio-éducatives gratuites entre permanences

sociales ou juridiques, cours de français pour adultes ou indispensables sessions de soutien scolaire.

« On travaille beaucoup sur l'insertion des jeunes du quartier, notamment les classes ULIS (un dispositif pour la scolarisation des élèves en situation de handicap) et c'est vraiment enrichissant humainement pour nous tous et toutes. De toute façon, c'est toute l'essence du Fait tout, relier les gens entre eux », explique Agnès Dufour, chargée de développement et l'une des quatre salarié·e·s du tiers-lieu.

« Le Fait tout, ça n'a l'air de rien comme ça, mais c'est un repère essentiel pour beaucoup de familles, d'enfants aussi dans notre quartier, conclut Giulia, une des bénévoles actives de l'association qui structurent les activités. En fait, ici on se bat surtout et avant tout sur le terrain humain... » ● **FRÉDÉRIC HAXO**

POUR EN SAVOIR PLUS

➔ lefait-toutboissiere.fr



CE MOIS-CI
Ladj Ly

Banlieusard pour toujours

TALENTS

L'Appel à agir par celles et ceux qui innovent

3 LIEUX

Rosny, Neuilly s/Marne et Gournay en trois musées surprenants

SORTIES

Un Salon du livre et de la presse jeunesse à bras le corps !

Le 6 décembre sort le deuxième film de Ladj Ly : *Bâtiment 5*. Après le succès mondial des *Misérables*, multiprimé, il revient à Clichy-Montfermeil pour s'intéresser au logement, à la vie des quartiers, entre débrouille et solidarité.

Ladj Ly, l'indésirable

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE LOPEZ | PHOTOGRAPHIE VALÉRIE MACON/AFP

Comment décririez-vous *Bâtiment 5* ?

C'est un film qui parle encore des quartiers, de ce même territoire. C'est un film militant qui dénonce ce que nous avons vraiment vécu aux Bosquets au sujet du logement. À Clichy-Montfermeil a été mis en place le plus gros plan de rénovation urbaine de France. Le bâtiment 5 n'était pas une cité HLM. Nos parents qui étaient propriétaires se sont tous trouvés expropriés en échange de sommes dérisoires. Pour moi, c'était important de dénoncer cela. Bien sûr qu'il fallait reconstruire. Mais qui en paye le prix aujourd'hui ? C'est encore les plus pauvres, les plus faibles. C'est ce que ce film raconte.

Ce film rend un très bel hommage aux femmes d'ici...

Oui, car elles ont une place centrale. On ne parle pas souvent d'elles alors qu'elles sont très présentes, qu'elles travaillent dans l'ombre, qu'elles sont très actives, qu'elles gèrent des assos dans ces quartiers, et pas que... C'est important que les jeunes filles puissent s'identifier à ce genre de personnages, qu'elles aient des exemples comme ça. Comme *Les Misérables* était plus un univers masculin, là, j'avais envie de raconter comment les femmes évoluent dans ces quartiers. C'est important de leur donner la parole, de les laisser s'exprimer.

Le film s'appelait au départ *Les Indésirables*. Vous êtes-vous

senti un jour indésirable ?

Je me considère toujours comme un banlieusard, comme un mec de cité même si j'ai réussi. J'y habite toujours, j'y ai toujours un lien très fort. On a toujours su qu'on était des indésirables, qu'on dérangeait, que les gens ne nous aimaient pas forcément. Je ne suis pas là pour faire ma victime, mais c'est un fait. C'est ce que nous, les gens des Bosquets, les gens de la cité, avons vécu. Même si le film en France s'appelle *Bâtiment 5*, à l'international le titre du film reste *Les Indésirables*.

Qu'attendez-vous de *Bâtiment 5* ?

C'est important que toute la France, le monde entier, voient ce film car la problématique du logement concerne énormément de personnes. En Chine, au Brésil, à

Toronto, il y a les mêmes problèmes d'expropriation, de gentrification, de spéculation immobilière. J'estime que le plan de rénovation urbain mis en place il y a une dizaine d'années par Borloo n'est pas allé jusqu'au bout. Si on veut changer les règles, il faut mettre les moyens pour changer ces quartiers-là. Cela a été fait à Mont-

fermeil. La cité a été détruite. La ville a été transformée, elle est beaucoup plus agréable à vivre. Après, les prix des logements et celui des loyers ont explosé... En termes de décor, entre Clichy et Montfermeil, je ne peux quasiment plus tourner car elles sont devenues des villes plus « normales ». ●



LADJ LY EN 3 LIEUX

La Seine-Saint-Denis

Je pourrais y faire des films pendant 30 ans, tellement il y a d'histoires à raconter.

L'école Kourtrajmé de Montfermeil

*Cette école restera toujours dans mon cœur. J'ai eu entre 10 et 15 élèves qui ont bossé sur le tournage de *Bâtiment 5* sur des postes importants : à la mise en scène, à la régie, au son.*

Bâtiment 5

C'est mon histoire. Tous ces gens du bâtiment 5 qu'on a expropriés dans l'Oise, jusqu'en Normandie et qui ne voulaient pas partir.



À LIRE AUSSI

Retrouvez la version longue de l'interview : ssd.fr/actu9497



COLINE GOJON L'antigaspi' comme philosophie

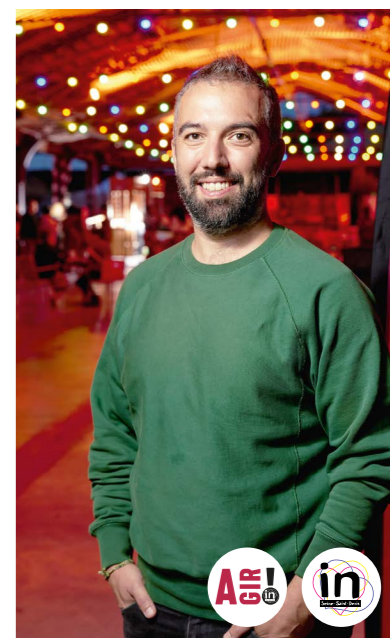
Coline Gojon est l'un des visages de Re-Belle, une association qui porte à Stains un Atelier Chantier d'Insertion pour « créer des emplois pour des personnes en difficulté, grâce à la transformation de fruits et légumes invendus transformés en confitures de qualité ». Une philosophie que cette trentenaire, chargée d'animation au gaspillage alimentaire chez Re-Belle s'évertue à porter au fil de ses interventions dans les collèges, lycées, événements dédiés à l'alimentation ou à l'agriculture. Autant de lieux où cette ex-élève du lycée d'horticulture et du paysage de Montreuil exporte « les bonnes pratiques de l'anti-gaspillage, l'ADN de Re-Belle. Avec l'objectif aussi de démontrer que notre économie vertueuse et circulaire autour des confitures peut contribuer, à son échelle, à un environnement mieux préservé et forcément plus durable ».

F. H.

CYNTHIA HADDAD L'ingénieure du goût

En France depuis 2011, cette Pantinoise d'adoption née au Liban a d'abord eu une carrière d'ingénieure au sein d'un « géant » du traitement de l'eau. « Je gérais des équipes, j'enchaînais les réunions », résume-t-elle. Un rythme lassant et usant : « En fait, j'avais aussi besoin de toucher de la matière, de créer... » Alors en route en 2023 pour l'aventure Sumac & Romarin, un « traiteur et garde-manger » inspiré de la cuisine libanaise dont le leitmotiv est le « respect des saisons et du bien-être animal » avec donc une pointe de sumac, un condiment du Moyen-Orient (qui a fait les délices de la soirée des lauréats de l'Appel à Agir In Seine-Saint-Denis). Incubée par le traiteur solidaire Baluchon à Romainville, cette ambassadrice du In se verrait bien désormais ouvrir sur ses terres séquano-dionysiennes un tiers-lieu dédié au bien-manger.

F. H.



XAVIER VANDER AUWERA

La tête dans le guidon

Une enfance à Tremblay, des racines paternelles du côté d'Aulnay, un appart' à La Courneuve et enfin un job à Stains : Xavier Vander Auwera est « un pur produit Seine-Saint-Denis style », sourit cet ex-ingénieur en biologie de 37 ans. Depuis 2022, il est le « coordinateur lien social et mobilité » des Rayons, la régie de quartier de la ville de Stains. Une activité qui l'a amené à conduire deux projets primés par le dernier Appel à Agir In Seine-Saint-Denis. D'un côté une « vélo-école et un atelier mobile d'auto-réparation pour promouvoir un moyen de transport durable ». De l'autre, une activité de récupération des caquettes des marchés des villes de Plaine Commune afin d'en faire du broyat pour le jardinage. Dénominateur commun des deux projets : « Être utile socialement et écologiquement pour les habitant-e-s du 93. »

F. H.



La soirée Appel à agir



École soutenue par l'Appel à agir



Rejoignez le In Seine-Saint-Denis





1 | ROSNY-SOUS-BOIS

Rosny-Rail

Installé au sous-sol de la gare de Rosny-sous-Bois, le musée Rosny-Rail vous fera découvrir l'histoire des chemins de fer, du début du 19^e siècle à nos jours. Cette pépite réunit des objets typiques : documents d'archives, maquettes ferroviaires, signalisation, locomotives, draine à bras...

En savoir plus: ssd.fr/actu9661



Des centaines d'objets récupérés

YVES BLANCART, PRÉSIDENT DE ROSNY-RAIL DEPUIS 1997

« Dans notre collection, il y a des centaines d'objets récupérés dans des centres de la SNCF par exemple... Nous avons aménagé des espaces par ordre chronologique sur les anciennes gares, les points techniques, les aiguillages... Je n'ai pas pu devenir conducteur à cause de ma vue mais je compense ma passion du rail en animant ces visites! »

➔ Rosny-Rail Musée du train 1 bis place des Martyrs-de-la-Résistance à Rosny-sous-Bois rosny-rail.fr
Inscriptions sur exploreparis.fr
01 48 73 85 86

2 | NEUILLY-SUR-MARNE

Musée d'art et d'histoire de la psychiatrie

Localisé à Ville-Évrard à Neuilly-sur-Marne, ce musée est un voyage dans l'univers de l'aliénation mentale. Vous découvrirez les objets utilisés dès le 19^e siècle : camisoles, appareil à électrochocs... mais aussi les transformations de cette discipline avec l'emploi des neuroleptiques ou la sectorisation des hôpitaux.

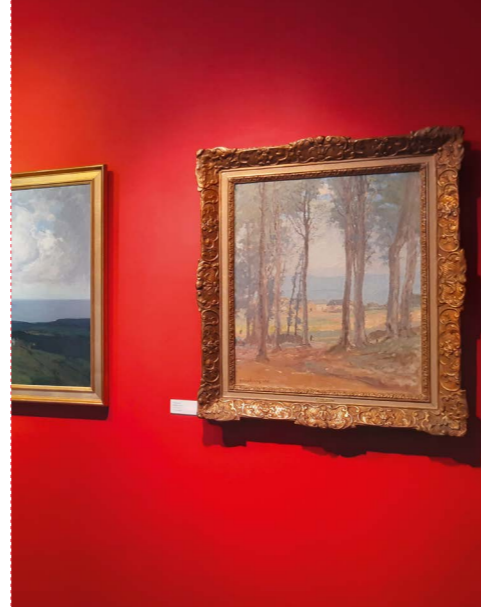


Une histoire influencée par l'évolution des sociétés

MARIA BRINCO DE FREITAS, PRÉSIDENTE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES HISTORIQUES EN PSYCHIATRIE (SERHEP)

« Notre association a récupéré auprès d'hôpitaux des objets. Outre les outils exposés, se trouvent des témoignages de soignant-e-s ou de patient-e-s, comme l'écrivain Antonin Artaud ou la sculptrice Camille Claudel. Une façon de prouver que l'histoire de la folie est aussi liée à l'évolution politique, sociale et économique de la société. »

➔ Musée d'art et d'histoire de la psychiatrie, 202 avenue Jean-Jaurès à Neuilly-sur-Marne
01 43 09 34 78



3 | GOURNAY-SUR-MARNE

Musée Eugène-Carrière

Pour découvrir le superbe musée Eugène-Carrière à Gournay-sur-Marne, profitez de l'exposition de peintures, dessins et lithographies de l'artiste Désiré-Lucas prévue jusqu'au 17 mars 2024. Ce peintre impressionniste s'est intéressé aux paysages bretons, aux communautés paysannes, au travail sur la lumière aidé de l'apport de la photographie.



Attentif aux petites gens

DENIS, 59 ANS, HABITANT À NEUILLY-SUR-MARNE

« Je suis tombé amoureux du côté intimiste des œuvres de Désiré-Lucas, de son amour pour les petites gens des campagnes. C'est super d'avoir une guide qui met en relation les peintures et le parcours du créateur replacé dans le contexte de l'époque. Je reviendrai l'an prochain pour profiter de la prochaine expo sur les engagements du peintre Eugène Carrière. »

➔ Musée Eugène-Carrière 5 rue Ernest-Pêcheux à Gournay-sur-Marne eugene-carriere.com
01 43 05 37 34



LITTÉRATURE JEUNESSE

SLPJ

une édition à corps et à écrits

Avis de forte magnitude sur Montreuil! À coups de mots et de dessins, la « tectonique des corps » agite la 39^e édition du Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis, du 29 novembre au 4 décembre.



Du 29 novembre au 4 décembre

➔ À l'Espace Paris-Est-Montreuil, 128 rue de Paris à Montreuil

Les Séquano-dionysien-ne-s bénéficient d'entrées gratuites à commander et imprimer via la billetterie en ligne du Salon ou en découpant le coupon en page 2. Un justificatif devra être présenté à l'entrée.

➔ À la maison sur la Télé du Salon: slbjplus.tv

➔ Dans les espaces partenaires, au Centre Tignous (116 rue de Paris, Montreuil) et dans les médiathèques de Plaine Commune.

➔ Programmation complète du Salon sur slbjplus.fr/salon/



➔ Le corps, quelle histoire! Petite, il nous faut le découvrir, l'apprivoiser, apprendre à s'en servir. Et quand nous y parvenons enfin, la puberté survient et le voilà qui change, se transforme, nous échappe parfois. Un véritable séisme, qui ébranle nos fondations et jusqu'à notre identité. Il n'est donc guère étonnant que le Salon du livre et de la presse jeunesse ait pris « la tectonique des corps » comme thème de sa 39^e édition. D'autant plus que « les corps des enfants et des adolescent-e-s sont, dans notre société très bousculée, au centre de sujets de société », souligne Sylvie Vassallo, directrice de l'événement. Les interminables débats sur la « bonne » longueur des jupes ou des crop-tops des adolescentes en sont un exemple, comme les polémiques sur le genre, le rejet des corps non normés, les affaires de harcèlement. « Nous voulions regarder, explique la responsable du Salon, de quelle manière la littérature jeunesse traite de ces changements, les accompagne, permet de prendre de la distance aussi, et com-

ment elle peut aider les jeunes à vivre dans cette société. »

Une édition de belle amplitude

Épicentre de l'événement, la grande exposition du Salon réunira quatre illustrateur et illustratrices: Albertine, Gérard DuBois, Mari Kanstad Johnsen et Roxanne Lumeret. « Il et elles raconteront les corps de façons toutes différentes et renverront des images diverses de sa place dans notre société », précise Sylvie Vassallo. De plus 250 autrices et auteurs seront également présent-e-s pour des rencontres et 2 000 pour des signatures, tandis que 400 petites et grandes maisons d'éditions, associations et organismes pour la lecture feront découvrir des centaines de milliers d'albums, romans, BD, documentaires, mangas, magazines. Les ondes du Salon se propageront même jusqu'au Centre Tignous d'art contemporain, avec l'exposition « Enfantillages » de l'auteur-illustrateur Antonin Louchard. De quoi faire vibrer (de plaisir) les visiteurs et visiteuses! ● S. C.

CINÉBANLIEUE

L'ovni Augure
en ouverture

Une fois n'est pas coutume, Cinébanlieue invite cette année au voyage. Pour son ouverture, le festival a en effet choisi de projeter en avant-première *Augure*, premier long métrage du rappeur et performeur belge Baloji tourné au Congo en seulement 23 jours. Ce film choral suit quatre personnages rejetés par leur communauté parce que vu-e-s comme des sorcier-ière-s. Passant du classicisme au fantasmagorique, faisant appel autant à la raison qu'aux émotions, cet ovni politique et poétique a reçu le prix de la Nouvelle Voix à Cannes. Suivront 28 films (dont sept autres avant-premières) et 21 courts métrages, abordant les violences policières, celles envers les femmes, les liens familiaux, l'amitié, la soif de liberté, l'altérité.

→ Du 9 au 17 novembre aux cinémas Le Méliès (Montreuil) et L'Écran (Saint-Denis) et à Paris. Programmation sur cinebanlieue.org

CONCERTS

Africolor
électrise
la fin d'année

Avec Africolor aussi, cela va secouer. Pour ses 35 ans, le festival se la joue « *électro(n)s libres* », avec une programmation qui, selon les mots de son directeur Sébastien Lagrave, « *part dans tous les sens à la vitesse des stars, vient percuter façon buzz le vieux monde et ses noyaux atomiques centralisés* ». Et cela commence dès les premières dates avec la pop futuriste du jeune Kenyan Kabeushé, l'éthio-groove du Kutu de Théo Ceccaldi, accompagnée par la diva mauritanienne Noura Mint Seymali, ou encore les percutantes rappeuses sénégalaises Jozie et OMG. Mais que les adeptes de la tradition se rassurent, des « *divinités galactiques* » seront aussi de la partie, comme la famille Zawose et leurs chants et danses Wagogo, Boubacar Traoré et son blues malien ou encore Bernard Joron et Pierre Durand et leur musique créole. Car plus que jamais le festival se veut « *le creuset des transmissions ondulatoires universelles* ».

→ Du 17 novembre au 24 décembre dans 16 villes du département et ailleurs. Programmation sur africolor.com



CIRQUE

Rencontres du
troisième type

Les 17 et 18 novembre, la Nuit du cirque emmène le spectateur rencontrer un drôle de cowboy en quête d'identité au fin fond des États-Unis (*Searching For John*, à Houdremont Centre culturel, La Courneuve), une étrange créature, mi-enfant mi-mutante, curieuse et bondissante (O80 au Théâtre Louis-Aragon, Tremblay-en-France) et la classe étoile de l'École nationale des arts du cirque de Rosny-sous-Bois.

→ Programmation sur lanuitduecirque.com

CINÉMA

Le Liban à l'affiche

Première édition de la nouvelle directrice Mathilde Rouxel, le Festival du film franco-arabe de Noisy-le-Sec se déroulera du 17 au 28 novembre, avec notamment un focus sur le cinéma libanais et une rétrospective intégrale de la cinéaste et artiste Jocelyne Saab.

→ Programmation sur cinematrianon.fr

JEUNE PUBLIC

Magie et malice

Quand l'assistant du magicien - une peau de renard revenue à la vie - tente de lui voler la vedette, le spectacle tourne au fiasco, pour le plus grand plaisir des spectateur-riche-s (à partir de 5 ans) !

→ Goupil et Kosmao, 13 et 16 décembre au Théâtre Gérard-Philipe, 59 bd Jules-Guesde, Saint-Denis, 01 49 33 65 30 (5-7€)

EXPOSITION

Figures militantes
du sport

Si le sport est devenu populaire, c'est parce que le mouvement social et ouvrier en a fait un enjeu démocratique et politique. L'exposition *Figures du sport populaire* retrace cette histoire à travers une trentaine de portraits de militant-e-s et les illustrations de Fred Sochard, des conférences, projections et animations sportives.

→ Du 28 novembre au 26 avril à l'Humathèque du Campus Condorcet, 10 cours des Humanités, Aubervilliers (gratuit).



FOOTBALL

Red Star, vers
l'infini et au-delà

Et si cette fois, c'était la bonne? Relégué en National en 2019, le Red Star a la ferme intention de monter en Ligue 2 au terme de cette saison. Et ses temps de passage le confortent en tout cas dans sa volonté: leaders depuis la 4^e journée, les Vert et Blanc affichent une santé insolente. Le résultat d'un recrutement efficace: le gardien Beunardeau, le défenseur Bissenty Mendy, le milieu relayeur Eickmayer et l'ailier Botella se sont tous avérés des bonnes pioches. Parmi les cadres, tout sourit également: le capitaine Cheikh N'Doye empile

les buts, bien alimenté par le meneur de jeu Merwan Ifnaoui. Et sur le banc, le coach Habib Beye, resté l'été dernier, semble toujours prendre autant de plaisir. Le moment idéal donc pour venir dans un stade Bauer qui progressivement fait sa mue vers une structure de 10 000 places. Le 10 novembre, le Red accueillera un promu, Marignane, le Red accueillera de recevoir le 1^{er} décembre Nîmes, descendu de L2 la saison dernière.

→ Le 10 novembre contre Marignane, 19h30. Le 1^{er} décembre contre Nîmes, 19h30.

FESTIVALS

Novembre en dansant

Quel que soit leur âge, les amateurs et amatrices de danse ne seront pas dépourvu-e-s quand l'automne sera venu! *Playground*, le festival imaginé spécialement pour les plus jeunes et leurs familles par les Rencontres chorégraphiques internationales revient en effet pour une seconde édition plus qualitative que jamais, du 13 au 30 novembre dans plusieurs villes du département. Quelques jours plus tard, c'est le festival dédié à la scène émergente contemporaine - *Danse Dense* - qui réunira 15 chorégraphes pour 22 représentations du 21 novembre au 8 décembre. Et si vous voulez bouger plus que regarder, direction les ateliers Danses partagées du Centre national de la danse les 18 et 19 novembre!

→ Plus d'infos sur recontreschoregraphiques.com, dancedense.com et end.fr

D'octobre à décembre 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme a relié Marseille à Paris.

La Marche pour l'égalité et contre le racisme, 40 ans après

PAR CHRISTOPHE LEHOUSSE | ILLUSTRATIONS PIERRE TROVEL - MÉMOIRES D'HUMANITÉ / ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

« Cela faisait chaud au cœur. Tant de personnes réunies pour dire non au racisme. À ce moment-là, on se sent soulagé-e-s, rassuré-e-s, on se dit que le meilleur est devant nous. » La voix de Mimouna Hadjam vibre dans le petit local de l'association Africa, dans la cité des 4 000 à La Courneuve. 40 ans après, cette militante du féminisme et de l'antiracisme garde encore un souvenir ému de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, et de sa dernière étape, une manifestation de 100 000 personnes, à laquelle elle avait participé le 3 décembre, dans les rues de Paris. L'objectif: revendiquer la place des fils et filles d'immigré-e-s dans la société française. Historique, cette marche pacifique puise ses origines dans le refus des crimes racistes et sécuritaires qui émaillent alors le pays. « Le contexte de cette Marche, c'est la violence contre les jeunes hommes arabes, une quarantaine de morts violentes entre 1980 et 83. Ça, et la montée du Front national qui commence à remporter ses premières élections », rappelle Naïma Yahi, historienne à l'université Côte d'Azur et co-auteurice d'un documentaire sur la Marche.

40 crimes racistes en 3 ans

Aux Minguettes, dans la banlieue de Lyon, Toumi Djaïdja est blessé grièvement par un policier en juin 1983 comme tant d'autres jeunes d'origine maghrébine avant lui. Pour dire son ras-le-front (national), il organise alors avec un prêtre, Christian Delorme, une marche pacifique, sur le modèle de Gandhi ou Martin Luther King. Partis de Marseille le 15 octobre à une trentaine environ, le cortège grossit au fil des étapes et de sa médiatisation. En Seine-Saint-Denis aussi, on est réceptifs au message porté par les marcheurs et marcheuses.

À La Courneuve, les 4 000 sont encore sous le choc, en juillet 1983, du meurtre raciste de Toufik Ouannès, 9 ans, tué par balle par un voisin sous prétexte que l'enfant jetait des pétards.

« On avait créé des collectifs de justice comme ça se faisait beaucoup, pour réclamer des condamnations pour les auteurs de crimes racistes », se souvient Mimouna Hadjam. Le 2 décembre, la militante de 22 ans s'apprête à accueillir la Marche dans un local à La Courneuve. Après la dégradation des lieux - là encore pour des motifs racistes - le collectif doit toutefois changer ses plans et héberger la vingtaine de marcheurs et marcheuses au Franc-Moisin à Saint-Denis, chez une autre militante, Adjera Lakehal.

« On était pas mal de filles dans le mouvement. À la marche du 3 décembre, je dirais même que c'est la première fois qu'autant de filles d'immigré-e-s descendaient dans la rue pour revendiquer leur existence et leurs droits. Mais médiatiquement, d'un commun accord, on se mettait moins en avant que les garçons parce que les premières victimes des crimes racistes de l'époque, c'était quand même de jeunes hommes », se remémore Mimouna Hadjam qui, 4 ans plus tard, fondera Africa, association féministe et antiraciste à La Courneuve.

« Rengainez, on arrive »

Le 3 décembre, une foule énorme envahit les rues entre Bastille et Montparnasse à l'appel des marcheurs et marcheuses et des organisations anti-racistes comme le Mrap ou la Cimade. « Rengainez, on arrive », « Justice pour nos morts », peut-on lire sur les pancartes. Une délégation est reçue à l'Élysée par François Mitterrand, le président de la République française, qui instituera la carte de

« Le bilan est contrasté, mais il est quand même positif. »



Le 2 décembre 1983, un collectif d'habitante-s du Franc-Moisin et des 4 000 de La Courneuve organisait un premier rassemblement devant la mairie de Saint-Denis avant de rejoindre le lendemain les 100 000 manifestant-e-s de la Marche.



séjour de 10 ans, mais n'accordera finalement pas le droit de vote aux étrangers et étrangères. 40 ans après, les récentes violences policières donnent l'impression que rien n'a changé. Mais ce n'est pas l'analyse de Mimouna Hadjam: « Évidemment, le bilan est contrasté, mais il est quand même positif. Politiquement, la carte de séjour de 10 ans, les condamnations de crimes racistes qui

ont enfin commencé à être prononcées comme dans le cas du meurtre de Habib Grimzi sont des acquis importants. Surtout, cette marche a installé cette idée définitive que le retour des immigré-e-s était un mythe et qu'on ne rentrerait pas dans le pays de nos parents. Elle a donné une visibilité à toute cette génération dite de « seconde génération. » ●

Une fresque sur les luttes contre le racisme

Début décembre - ce qui concordera avec l'arrivée de la Marche il y a 40 ans - l'Observatoire départemental des discriminations et de l'égalité inaugurera une fresque à La Courneuve, sur un immeuble de l'allée du Progrès. Commandée par le Département, l'œuvre, réalisée par le street artiste Ernesto Novo et différents groupes d'habitante-s sous l'égide de l'association L'Ecluse, célébrera non seulement la mémoire de la Marche mais aussi l'histoire de toutes les luttes anti-racistes.



→ EN VIDÉO



Découvrez des témoignages sur ssd.fr/actu9314



FREDERIC MOLOSSI
Président du groupe



GRUPE DE LA GAUCHE SOLIDAIRE ET ÉCOLOGISTE

Refaire de la politique du logement une priorité nationale

La crise du logement en France est devenue une grave préoccupation sociale. La Seine-Saint-Denis est loin d'être épargnée par cette réalité: le 12 septembre dernier, aucune des 510 demandes d'aide auprès du 115 n'a pu être satisfaite en Seine-Saint-Denis.

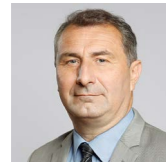
Cette gestion de l'urgence n'est ni tenable ni juste puisque Paris et la Seine-Saint-Denis concentrent 65 % de l'offre d'hébergement d'urgence.

Notre majorité demande un rééquilibrage territorial du logement d'urgence à l'échelle régionale, qui pourrait passer par l'adoption d'un SRU

hébergement, imposant des quotas dans les territoires qui ne prennent pas leur part.

Cette situation est à vrai dire le résultat d'une asphyxie du secteur de droit commun et notamment du logement social. C'est un investissement massif dont nous avons besoin: il nous faudrait construire **plus de 250 000 logements sociaux par an**, contre 95 000 en 2021. Il est vital de lancer ce vaste plan de construction en adéquation avec nos ambitions écologiques.

Nous demandons donc, plus que jamais, que la politique du logement redevienne une priorité nationale.



STEPHANE BLANCHET
Conseiller départemental de Sevrans/Villepinte



GRUPE COMMUNISTE, INSOU MIS ET CITOYEN

Mobilisé·e·s pour la protection de l'enfance

Compétence départementale, l'Aide sociale à l'enfance (ASE) est en difficultés: augmentation du nombre d'enfants et d'adolescent·e·s (plus de 5000), pris en charge, stagnation du nombre de lieux et de familles d'accueil, difficultés de recrutement de personnels nécessaires à l'encadrement et l'accompagnement (assistants familiaux, éducateurs spécialisés, psychologues...).

Nous avons alerté l'État, comme de nombreux Départements. Celui-ci a répondu par une nouvelle loi, avec comme ambitions ce que nous revendiquons: une hausse des rémunérations des personnels, le renforcement des politiques de pré-

vention et de lutte contre les maltraitances, l'arrêt immédiat des sorties sèches des dispositifs de l'ASE....

Mais au final, rien sur les moyens financiers et humains, sur ceux nécessaires à la création de nouvelles structures et rien sur l'insertion des jeunes confiés à l'ASE, après leur majorité!

Si dans notre département, nous avons conscience que nous devons améliorer ce service public, le gouvernement ne peut nous renvoyer à notre seule responsabilité. Nous restons déterminé·e·s: **jamais, l'enfance et l'adolescence ne doivent être mises en danger.**



TESSA CHAUMILLON
Présidente du groupe



PÔLE ÉCOLOGISTE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Toutes et tous concerné·e·s par la protection de l'enfance!

Après plusieurs mois de co-construction avec toutes les parties concernées, principe cher aux élus de notre groupe, **le nouveau Schéma départemental de prévention et protection de l'enfance porté par Nadia Azoug vient d'être adopté.**

Le sentiment de relégation des habitant·e·s des quartiers populaires est décuplé pour les publics de l'Aide sociale à l'enfance. Face à ce constat particulièrement préoccupant pour les élus de notre groupe, **le parti pris a été d'insuffler une nouvelle approche: priorité aux besoins fondamentaux des enfants et jeunes et à leur maté-**

rialisation concrète au quotidien. Nous voulons leur montrer que leur parole compte, leur donner les moyens d'affirmer leur individualité, de choisir leurs loisirs, découvrir le monde et s'épanouir sereinement.

Pour rendre cela possible, forts d'un budget annuel porté à 316 millions d'euros, nous prenons nos responsabilités et affrontons avec ce Schéma des sujets aussi difficiles que l'inceste.

Un Livre blanc accompagnera ce nouveau Schéma, pour appeler l'État à en faire de même, dans le cadre de ses propres compétences: la mobilisation à tous les échelons est nécessaire!



ROLIN CRANOLY
Conseiller départemental de Gagny/Neuilly-sur-Marne



GRUPE LES RÉPUBLICAINS ET DIVERS DROITE

Remboursement de la carte Imagine'R en Seine-Saint-Denis: nos collégiens désavantagés

En Ile-de-France, chaque département propose une aide aux collégiens munis d'une carte Imagine'R afin de diminuer le reste à charge pour leurs familles.

On aurait pu supposer, au regard des fragilités de notre département, que les familles bénéficieraient d'aides adaptées à notre territoire. Or notre collectivité est celle qui offre **l'aide la moins élevée en Ile-de-France!** De la 6^e à la 4^e, un collégien non boursier en Seine-Saint-Denis - s'il ne rentre pas dans les critères établis par le Département - ne bénéficiera ainsi d'aucune aide, et devra payer sa carte au prix fort, soit 373 €.

Le montant de l'aide avait été abaissé à ce niveau en 2011, le Département connaissant une situation financière difficile. Mais depuis, avec la renationalisation du RSA notamment, nos finances trouvent un nouveau souffle et une telle mesure n'a plus lieu d'être.

J'ai interpellé le Président du Département lors de la séance du conseil le 19 octobre dernier, pour l'inciter à revenir sur cette situation inéquitable. Il n'est pas trop tard pour agir dès cette année scolaire afin de garantir l'accès de tous aux transports en commun.



AUDE LAGARDE
Présidente du groupe



GRUPE UDI ET INDÉPENDANTS

Protection de l'enfance, cœur de notre pacte social

À l'heure où la protection de l'enfance est grande cause du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron, notre Département se réengage à ce sujet, au travers d'un nouveau schéma départemental (adopté en octobre 2023). **Cette mobilisation nous engage et nous oblige auprès des plus jeunes Séquanodionysiens.**

Les actions de prévention doivent d'ailleurs être au cœur de nos préoccupations communes. Les compétences parentales ne sont pas forcément innées. Soutenir l'exercice de la parentalité est alors essentiel pour repérer les éventuelles situations de danger. En ce sens, à Drancy, la

Maison des parents écoute et échange avec les parents en demande d'aide.

À l'échelle du Département, le réseau de pairs-parents promis par l'Académie de la parentalité va d'ailleurs dans le bon sens. Ce lieu ressource est important mais grandement insuffisant s'il reste isolé.

L'aide de proximité est une priorité: le Département doit rapidement mailler le territoire de lieux similaires, appuyant la parentalité, dans sa complexité.

Groupe de la Gauche solidaire et écologiste

Conseil départemental,
3 esplanade
Jean-Moulin
93000 Bobigny

groupe.socialiste.cg93@gmail.com

[@elusPS_cg93](https://www.facebook.com/elusPS_cg93)

Tél: 01 43 93 93 53

LES ÉLU·E·S DU GROUPE

Karim Bouamrane
Emmanuel Constant
Corentin Duprey
Oriane Filhol
Michel Fourcade
Daniel Guiraud
Florence Laroche
Frédéric Molossi
Mathieu Monot
Zaïnaba Saïd-Anzum
Magalie Thibault
Stéphane Troussel

Groupe communiste, insoumis et citoyen

Conseil départemental,
3 esplanade
Jean-Moulin
93000 Bobigny

groupecommuniste.citoyened93@gmail.com

[@communiste.insoumiscitoyencd93](https://www.facebook.com/communiste.insoumiscitoyencd93)

Tél: 01 43 93 93 68

LES ÉLU·E·S DU GROUPE

Belaid Bedreddine
Stéphane Blanchet
Silvia Capanema
Dominique Dellac
Pascale Labbé
Pierre Laporte
Emilie Lecroq
Abdel Sadi
Azzedine Taïbi

Pôle écologiste de la Seine-Saint-Denis

Conseil départemental
3 esplanade
Jean-Moulin
93000 Bobigny

groupe.ecologiste.cd93@gmail.com

[@PoleEcoloSSD](https://www.facebook.com/PoleEcoloSSD)

[@RepCD93](https://www.facebook.com/RepCD93)

LES ÉLU·E·S DU GROUPE

Nadia Azoug
Tessa Chaumillon
Frédérique Denis
Élodie Girardet
Mélissa Youssouf

Groupe Les Républicains et divers droite

Conseil départemental,
3 esplanade
Jean-Moulin
93000 Bobigny

republicains.cd93@gmail.com

[@repcd93](https://www.facebook.com/repcd93)

[@RepCD93](https://www.facebook.com/RepCD93)

Tél: 01 43 93 92 29

LES ÉLU·E·S DU GROUPE

Jean-Michel Bluteau
Michèle Choulet
Rolin Cranoly
Frank Cannarozzo
Philippe Dallier
Séverine Maroun
Pierre-Yves Martin
Sylvie Paul-Bernard
Oldhynn Pierre
Angela Segura

Groupe UDI et Indépendants

Conseil départemental
3 esplanade
Jean-Moulin
93006 Bobigny

groupe.udi.cg93@gmail.com

[@Groupe.udi.93](https://www.facebook.com/Groupe.udi.93)

[@UDI_CD93](https://www.facebook.com/UDI_CD93)

Tél: 01 43 93 92 29

LES ÉLU·E·S DU GROUPE

Aude Lagarde
Présidente de groupe,
canton de Drancy
Karine Francllet,
canton d'Aubervilliers
Hamid Chabani,
canton de Drancy
Samuel Martin,
canton d'Aubervilliers

Féminicides pas une de plus

Avec elles,
pour elles



**VOUS ÊTES UNE FEMME
VICTIME DE VIOLENCES,
VOUS POUVEZ ÊTRE AIDÉE :**

